

**Direction des finances et des achats  
Bureau de la commande publique**

## **MARCHÉ PUBLIC**

### **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Marché à procédure adaptée**

## **POUVOIR ADJUDICATEUR**

**Ministère de l'Intérieur, Préfecture du Rhône  
représenté par la préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes,  
préfète du Rhône**

## **OBJET DU MARCHÉ**

**Marché de gardiennage et surveillance,  
surveillance spécifique contre les risques d'incendie  
de la Cité Administrative d'État de Lyon**

## **DATE LIMITE DE DÉPÔT DES OFFRES**

**26 septembre 2025 à 12h00**

## Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 2 – CONDITION D’EXÉCUTION À CARACTÈRE SOCIAL.....	3
ARTICLE 3 - MODALITÉS DE LA CONSULTATION.....	3
3.1 Procédure de passation.....	3
3.2 Variantes.....	3
ARTICLE 4 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES.....	3
4.1. Composition du dossier de consultation.....	3
ARTICLE 5 – CONDITIONS DE PARTICIPATION.....	4
5.1 – Interdictions de soumissionner (articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique).....	4
5.1.1 – Cas général.....	4
5.1.2 – Cas des entreprises admises à la procédure de redressement judiciaire. 4	
5.2 – Candidature individuelle ou en groupement.....	4
ARTICLE 6 - PRÉSENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES.....	5
6.1 Date limite de réception des offres.....	5
6.2 Délai de validité des offres.....	5
6.3 Présentation des offres et candidatures.....	5
6.4 Dépôt des offres.....	6
ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES.....	7
ARTICLE 8 - JUGEMENT DES OFFRES.....	7
8.1 Critères de choix.....	7
8.2 Notation.....	7
ARTICLE 9 – ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ.....	8
ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	9
9.1 Demandes de renseignements complémentaires.....	9
9.2 Visite du site concerné par les travaux.....	9
ARTICLE 10 - TRIBUNAL COMPÉTENT.....	9

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION – PROCÉDURE ADAPTÉE**

### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION**

Le présent règlement régit la consultation en vue de la désignation d'un prestataire chargé :

- du gardiennage et de la surveillance
- de la surveillance spécifique contre les risques d'incendie

de la Cité Administrative d'État située au 163 rue Garibaldi 69003 Lyon

Code CPV : 79713000 (Services de gardiennage)

### **ARTICLE 2 – CONDITION D'EXÉCUTION À CARACTÈRE SOCIAL**

Le présent marché est soumis à une condition d'exécution sociale visant à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics qui en sont éloignés. Les modalités de mise en œuvre sont définies dans l'article 10.4 du CCAP.

Le titulaire, non soumis à la reprise du personnel en application de la Convention collective nationale des entreprises de prévention et de sécurité du 15 février 1985 - Avenant du 28 janvier 2011 à l'Accord du 5 mars 2002 s'engage à réaliser sur toute la durée du marché, au minimum, le nombre d'heures d'insertion défini à l'article 10.3 du CCAP.

Si le titulaire, réintègre dans ses effectifs, tout ou partie du personnel de l'entreprise sortante en application de la convention collective précitée ou si le titulaire est l'entreprise sortante soumise à la convention collective précitée, le nombre d'heures d'insertion à réaliser est modulé pour préserver l'égalité et garantir au maximum la pérennité des emplois dans les conditions définies à l'article 10.3 du CCAP.

### **ARTICLE 3 - MODALITÉS DE LA CONSULTATION**

#### **3.1 Procédure de passation**

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée, en application des dispositions du 3° de l'article R2123-1 du code de la commande publique en ce qui concerne les services dits sociaux et autres services spécifiques.

#### **3.2 Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

### **ARTICLE 4 - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

#### **4.1. Composition du dossier de consultation**

Il contient les documents suivants :

- le présent règlement de consultation ;
- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire ;
- le cadre de réponse technique ;
- l'attestation de visite ;

#### **4.2. Modifications de détail du dossier de consultation**

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de remise des offres.  
En cas de modifications importantes des documents de la consultation, le délai de réception des offres est reporté dans les conditions prévues à l'article R.2151-4 du code de la commande publique.

#### **4.3. Retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante : **[www.marchés-publics.gouv.fr](http://www.marchés-publics.gouv.fr)** sous la référence SGC69\_GARDIENNAGE\_CAE\_2026

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou groupés.

Il appartient aux candidats groupés de désigner expressément le mandataire dès le dépôt de leur candidature. À défaut, le premier cotraitant apparaissant dans l'acte d'engagement sera désigné comme tel. Le mandataire commun du groupement conjoint est solidaire des membres du groupement pour l'exécution du marché.

La composition du groupement ne pourra être modifiée, sur initiative des membres du groupement, une fois les offres remises.

### **ARTICLE 5 – CONDITIONS DE PARTICIPATION**

#### **5.1 – Interdictions de soumissionner (articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique)**

##### **5.1.1 – Cas général**

Conformément aux dispositions des articles susmentionnés, le soumissionnaire ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, le pouvoir adjudicateur. L'exclusion de la procédure de passation est de plein droit si le soumissionnaire se trouve dans les cas des articles L.2141-1 à L.2141-6 du code de la commande publique.

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres d'un groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

Lorsque le sous-traitant à l'encontre duquel il existe un motif d'exclusion est présenté au stade de la candidature, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion, dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le candidat ou, en cas de groupement, par le mandataire du groupement. A défaut, le candidat ou le groupement est exclu de la procédure.

##### **5.1.2 – Cas des entreprises admises à la procédure de redressement judiciaire**

Conformément aux dispositions du 3° de l'article L.2141-3 du code de la commande publique, l'exclusion de soumissionner ne s'applique pas aux entreprises bénéficiant d'un plan de redressement judiciaire ou pouvant justifier avoir été habilités à poursuivre leurs activités pendant la durée d'exécution du marché.

#### **5.2 – Candidature individuelle ou en groupement**

Les candidats pourront se présenter seuls ou en groupement.

L'un des prestataires, membre du groupement est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire pour l'exécution du marché. Il représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Les membres du groupement fournissent chacun au mandataire, une habilitation qui sera insérée avec les documents relatifs à la candidature.

Toutefois :

- un même prestataire ne peut être membre ou mandataire de plus d'un groupement,
- la transformation de la forme juridique d'un groupement ne peut intervenir entre le dépôt des candidatures et la signature du marché.

## ARTICLE 6 - PRÉSENTATION DES OFFRES ET DES CANDIDATURES

### 6.1 Date limite de réception des offres

Les offres doivent parvenir au service destinataire avant la date limite indiquée en page 1 du présent règlement, sous peine de ne pouvoir être retenues.

### 6.2 Délai de validité des offres

L'offre est valable dans le délai fixé à l'article 1er de l'acte d'engagement soit 120 jours. La durée de validité des offres pourra être prorogée sur décision du pouvoir adjudicateur, après accord de l'ensemble des candidats admis à présenter une offre.

### 6.3 Présentation des offres et candidatures

Les offres sont entièrement rédigées en langue française.

Elles sont composées des pièces énumérées dans les tableaux suivants :

LISTE	OBSERVATIONS
DOCUMENTS RELATIFS À LA CANDIDATURE	
Une lettre de candidature suivant l'imprimé DC1 (ou équivalent) disponible sur <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat">https://www.economie.gouv.fr/daj/les-formulaires-de-declaration-du-candidat</a> dûment complétée	En cas de groupement, la lettre de candidature doit impérativement permettre l'identification : - de la composition du groupement, avec les coordonnées de chacun des membres du groupement, - du mandataire, avec le cas échéant son habilitation à signer l'offre du groupement, - de la nature du groupement. <b>A défaut de ces mentions, le groupement ne pourra être considéré comme valablement constitué et la candidature sera rejetée.</b>
Les renseignements exigés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du code de la commande publique, suivant l'imprimé DC1 (ou équivalent).	Si le candidat est en redressement judiciaire, joindre la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.  Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner à un marché public.  Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.  <b>En cas de groupement, ces documents sont à produire pour chacun des membres.</b>
<b>Une déclaration du candidat (imprimé DC2)</b> ou tout autre document équivalent	Le chiffre d'affaires global, ainsi que la part du chiffre d'affaires consacré aux prestations objet du marché, hors taxes, des trois derniers exercices disponibles.  Liste de références pour des prestations réalisées au cours des <b>trois dernières années</b> , en précisant l'opération, la nature et le montant, le maître de l'ouvrage (coordonnées) et les attestations de bonne exécution pour les prestations les plus importantes délivrées par les maîtres d'œuvre.  Compétences professionnelles des intervenants sur le site.  Certificats de qualifications professionnelles, dont la preuve peut être apportée par tout moyen.  Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et

	<p>financières, le candidat peut, s'il le juge utile, s'appuyer sur les capacités de ses sous-traitants ou co-traitants. Dans ce cas, il doit justifier de leurs capacités et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.</p> <p>Pour ce faire, il produit les mêmes documents que ceux exigés pour sa candidature ainsi que le contrat de sous-traitance ou un engagement écrit du ou des sous-traitants.</p> <p>En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale.</p>
--	--

LISTE	OBSERVATIONS
DOCUMENTS RELATIFS À L'OFFRE	
Acte d'engagement (AE) transmis par le pouvoir adjudicateur, dûment complété, daté et signé.	L'AE sera accompagné, le cas échéant, des demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants.
Annexe 2 de l'acte d'engagement	<p>Cadre joint à compléter, dater et signer, permettant d'apprécier l'engagement de l'entreprise au développement durable en matière d'insertion.</p> <p><b>À défaut de transmission du document dûment rempli et signé l'offre est rejetée comme étant irrégulière.</b></p>
Une décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.)	Cadre joint à compléter, dater et signer.
Le cadre de réponse technique dûment complété	<p>Ce document comprendra toutes justifications et observations que le candidat jugera utile d'apporter pour faire valoir son offre.</p> <p>En particulier, il sera précisé séparément pour les prestations de surveillance incendie et celles de gardiennage et surveillance :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ les moyens humains mis à disposition pour assurer les différentes prestations ainsi que l'organisation envisagée</li> <li>▪ la formation et les qualifications ainsi que les références de toutes les personnes susceptibles d'intervenir dans le cadre du marché</li> </ul> <p>Par ailleurs seront précisés les moyens techniques mis en place, et comment sont envisagées les liaisons avec le titulaire du marché de maintenance multitechnique qui fait l'objet d'une autre consultation.</p>
Mémoire portant sur l'insertion professionnelle	En conformité avec les indications portées à l'article 10 du CCAP et à l'annexe 2 de l'acte d'engagement, ce document comprendra toutes justifications et observations du candidat détaillant les démarches et la forme des actions envisagées par l'entreprise.
Relevé d'identité bancaire ou équivalent.	
L'attestation de visite du site datée et signée par le candidat et le SGC	

L'attention du candidat est attirée sur le fait que son offre technique et financière est rendue contractuelle, en application de l'article 4 du CCAP.

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché en euros.

Le CCAP et le CCTP, qui constituent également des pièces intégrantes du marché, joints au dossier de consultation, ne peuvent en aucune façon être modifiés par les candidats.

#### 6.4 Dépôt des offres

Le dépôt électronique des plis s'effectue **exclusivement via PLACE** : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La réponse électronique est constituée d'un dossier unique contenant les documents de candidature et l'offre technique et financière.

## ARTICLE 7 - EXAMEN DES CANDIDATURES

Si la préfecture du Rhône constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle peut demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Ce délai est précisé dans la demande de complément.

Les candidatures incomplètes, ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments, seront éliminées.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle, ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes demandées pour l'exécution du marché, sont éliminées.

## ARTICLE 8 - JUGEMENT DES OFFRES

### 8.1 Critères de choix

L'offre économiquement la plus avantageuse est appréciée en fonction des 3 critères énoncés ci-dessous avec leur pondération respective :

- prix : **45 %**
- valeur technique de l'offre : **40 %**
- performance en matière d'insertion professionnelle : **15 %**

### 8.2 Notation

Chaque critère est affecté d'une note calculée comme suivant :

#### 8.2.1 Notation de la valeur technique de l'offre

Le critère « Valeur technique » (40%) sera jugée sur les sous critères suivants :

- Présentation des prestations de surveillance spécifique contre les risques d'incendie (15%) :
  - les moyens humains mis à disposition pour assurer les différentes prestations ainsi que l'organisation envisagée (10 %)  
Le candidat devra préciser les effectifs présents sur le site, en distinguant les périodes d'occupation et de non occupation de la CAE, y compris en tenant compte de la sous-traitance envisagée. Le candidat précisera également les horaires effectués par les agents, et le nombre d'heures effectué annuellement par chaque personne.
  - formation et qualifications (appréciées au vu de CV détaillés) ainsi que les références de toutes les personnes susceptibles d'intervenir dans le cadre du marché (5 %)
- Présentation des prestations de gardiennage et surveillance (15%)
  - les moyens humains mis à disposition pour assurer les différentes prestations ainsi que l'organisation envisagée (10 %)  
En précisant les effectifs présents sur le site, en périodes d'occupation et de non occupation de la CAE, y compris en tenant compte de la sous-traitance envisagée. Et en précisant également les horaires effectués par les agents, et le nombre d'heures effectué annuellement par chaque personne.
  - formation et qualifications (appréciées au vu de CV détaillés) ainsi que les références de toutes les personnes susceptibles d'intervenir dans le cadre du marché (5 %)
- Les moyens techniques et les liaisons avec le titulaire du marché multi-technique présent sur place et dont les prestations font l'objet d'un marché différent (10%)

### 8.2.2 Notation de la performance en matière d'insertion professionnelle

Pour ce critère, une note de 15 % sera attribuée sur les performances en matière d'insertion professionnelle, formulées dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

L'attribution de la note sera fonction du mode d'exécution (pérennisation des emplois) et du nombre d'heures (le nombre d'heures figurant à l'article 10.2 du CCAP devant être considéré comme une **valeur minimale obligatoire**). Le mémoire doit décrire la démarche retenue.

### 8.2.3 Notation du prix des prestations

Pour le critère « prix » (45%), le prix est noté selon la formule suivante :

$$\frac{\text{prix de l'offre conforme la moins disante}}{\text{prix de l'offre analysée}} \times 45$$

### 8.2.4 Note finale

La note finale de l'offre, sur 100, sera obtenue en ajoutant les notes acquises sur la valeur technique, la performance en matière sociale, et le prix des prestations

Conformément à l'article R.2152-6 du code de la commande publique, les offres sont classées dans un ordre décroissant. L'offre la mieux classée sera retenue. Si l'analyse des offres aboutit à une stricte égalité de notes, le classement sera réalisé sur la base de la meilleure offre financière.

### 8.2.5 Négociation

Le SGC du Rhône se réserve la possibilité de négocier.

La négociation est menée sous la forme d'une consultation par courriel ou sous la forme d'une rencontre dont les modalités d'organisation seront précisées via la PLACE ultérieurement. Elle peut porter sur l'ensemble des éléments de l'offre.

## ARTICLE 9 – ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DU MARCHÉ

Après attribution du marché, l'acheteur invitera le soumissionnaire retenu, par voie électronique, à produire **dans un délai maximum de 5 jours** à compter de la réception de la demande, les documents suivants.

### 1) L'acte d'engagement dûment daté et signé

- En cas de groupement conjoint, il devra indiquer le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter
- En cas de groupement solidaire, il devra indiquer le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à exécuter

À défaut d'habilitation d'un mandataire (cf. article 6.1 du présent CCATP), il sera demandé au(x) co-traitant(s) de signer l'acte d'engagement du marché public.

### 2) Un relevé d'identité bancaire

Selon le type de groupement choisi, le relevé d'identité bancaire sera celui du mandataire (groupement solidaire) ou de chacun des co-traitants (groupement conjoint).

### 3) Un extrait de Kbis ou équivalent

**4) Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle** (à fournir pour l'ensemble des co-traitants le cas échéant)

### 5) Les attestations de régularité fiscale et sociale



Conformément à l'arrêté du 29 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, et lorsque le profil d'acheteur le permet, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public n'est pas tenu de fournir ces certificats.

Toutefois, en cas d'impossibilité de se procurer ces attestations directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Les documents mentionnés aux points 2, 3 et 4 peuvent être fournis dès le dépôt de l'offre.

## **ARTICLE 9 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**

### **9.1 Demandes de renseignements complémentaires**

Les questions soulevées par les candidats sont adressées au plus tard dix jours calendaires avant la réception des offres par le biais de la plateforme des achats de l'État.

Des renseignements complémentaires pourront être communiqués au candidat au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale posée à l'organisateur de la consultation.

### **9.2 Visite du site concerné par les travaux**

Les candidats devront effectuer une visite complète des bâtiments et des installations concernés par l'opération avant la remise de leur offre. Une attestation de visite sera remise à chaque candidat lors de ces rendez-vous (cf annexe 1 du présent RC).

La prise de rendez-vous devra être effectuée au minimum 5 jours à l'avance aux adresses suivantes : [sgc-immo@rhone.gouv.fr](mailto:sgc-immo@rhone.gouv.fr) et [sgc-marches-publics@rhone.gouv.fr](mailto:sgc-marches-publics@rhone.gouv.fr)

**Il est précisé que si la visite n'est pas effectuée, l'offre du candidat sera déclarée irrecevable.**

## **ARTICLE 10 - TRIBUNAL COMPÉTENT**

La juridiction compétente pour connaître des litiges nés de l'exécution du présent contrat sera, conformément aux dispositions de l'article R.312-1 du code de justice administrative :

**Tribunal administratif de Lyon**  
**184, rue Duguesclin**  
**69003 LYON**  
**Tél. : 04 78 14 10 10**  
**Courriel : [greffe.ta-lyon@juradm.fr](mailto:greffe.ta-lyon@juradm.fr)**

*Le tribunal peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*